



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

FONDS DE DOTATION DE L'EMPLOI A DOMICILE PREFIGURANT LA FONDATION DU DOMICILE

Fonds de dotation régie par la loi n°2008-776 du 4 août 2008
et le décret n°2009-158 du 11 février 2009
Déclaré le 28 juillet 2015 à la Préfecture de Paris

Siège social : 66, avenue du Maine
75014 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



FONDS DE DOTATION DE L'EMPLOI A DOMICILE PREFIGURANT LA FONDATION DU DOMICILE

Fonds de dotation régie par la loi n°2008-776 du 4 août 2008
et le décret n°2009-158 du 11 février 2009
Déclaré le 28 juillet 2015 à la Préfecture de Paris
Siège social : 66, avenue du Maine
75014 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Administrateurs du Fonds de dotation de l'emploi à domicile préfigurant la Fondation du Domicile

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation de l'emploi à domicile préfigurant la Fondation du Domicile relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 10 mars 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Halima BENSALAH

Fonds de dotation de l'Emploi à domicile

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024

31/12/2024

Bilan actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	56 962	36 597	20 365	35 653
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	5 059	1 328	3 731	4 743
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	50	-	50	50
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total I	62 071	37 925	24 146	40 446
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	-	-	-	-
En cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances				
Clients et comptes rattachés	6 741	-	6 741	-
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres créances	125 034	-	125 034	300 000
Divers				
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	1 480 938	-	1 480 938	1 322 634
Charges constatés d'avance	17 530	-	17 530	16 553
Total II	1 630 243	-	1 630 243	1 639 187
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecarts de conversion - Actif (V)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 692 314	37 925	1 654 389	1 679 633

Fonds de dotation de l'Emploi à domicile

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024

au 31/12/2024

Bilan passif

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie	-	-
Fonds statutaires	566 553	370 520
Dotations non consommables	-	-
Autres fonds propres sans droit de reprise	-	-
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	-	-
Autres fonds propres avec droit de reprise	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves pour projets de l'entité	-	-
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	37 783	196 033
SITUATION NETTE	604 336	566 553
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Total I	604 336	566 553
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	687 476	735 976
Total II	687 476	735 976
PROVISIONS		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	-	-
Total III	-	-
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	156 137	319 042
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	56 726	8 062
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	149 713	50 000
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	-	-
Total IV	362 576	377 104
Ecarts de conversion passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 654 389	1 679 633
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	362 576	377 104
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Fonds de dotation de l'Emploi à domicile

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024

au 31/12/2024

Compte de résultat

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	-	-
Ventes de biens et de services	-	-
Ventes de biens	-	-
Dont ventes de dons en nature	-	-
Ventes de prestations de services	-	-
Dont parrainages	-	-
Produits de tiers financeurs	650 000	650 000
Concours publics et subventions d'exploitation	-	-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public	650 000	650 000
Dont Dons manuels	-	-
Dont Mécénats	650 000	650 000
Dont Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	350 000	300 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	6 741	-
Utilisation des fonds dédiés	398 500	232 500
Autres produits	2	-
Total I	1 405 243	1 182 500
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation des stocks	-	-
Autres achats et charges externes	360 324	369 462
Aides financières	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	24 077	167
Salaires et traitements	159 854	5 306
Charges sociales	72 058	2 627
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 300	12 773
Dotations aux provisions	-	-
Reports en fonds dédiés	350 000	350 000
Autres charges	393 379	253 609
Total II	1 375 992	993 944
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	29 250	188 556
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	11 227	9 838
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total III	11 227	9 838
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total IV	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	11 227	9 838
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	40 478	198 394

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	-	-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Total V	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	-	-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Total VI	-	-
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-	-
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts (VIII)	2 694	2 361
Total des produits (I+III+V+IX)	1 416 470	1 192 338
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	1 378 687	996 305
EXCEDENT OU DEFICIT	37 783	196 033

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	-	-
Prestations en nature	-	-
Bénévolat	-	-
TOTAL	-	-
	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	-	-
Prestations en nature	-	-
Personnel bénévole	-	-
TOTAL	-	-

ANNEXE

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Le Fonds de dotation de l'emploi à domicile, préfigurant la Fondation du Domicile, en tant qu'organisme d'intérêt général à but non lucratif, a notamment pour objet :

- De soutenir et financer, ainsi que de mettre en œuvre des projets ou toute action visant à :
 - Argumenter ou nourrir la réflexion sur le rôle du domicile au sein de la société, par l'organisation de débats, de manifestations permettant la valorisation de connaissances sur ces enjeux.
 - Comprendre et éclairer les enjeux du domicile au sein de la construction sociale, par l'observation et l'analyse des pratiques sociales et de travail qui s'y déploient.
 - Proposer des modèles de référence et d'action permettant l'amélioration de la qualité de vie, de l'interpénétration des espaces de vie personnelle, familiale et professionnelle, de l'accompagnement des besoins sociaux des familles et des ménages, de l'accompagnement des personnes fragiles et/ou en situation de handicap, et de l'accompagnement des parcours liés au vieillissement de la population et à la dépendance.
- De favoriser par des moyens humains, financiers et matériels, la création d'une Fondation reconnue d'utilité publique, qui sera dénommée "Fondation du Domicile" ;
- D'assurer et de coordonner l'ensemble des démarches de création et de reconnaissance d'utilité publique ;
- De réaliser toute activité mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de cet objet.

En conséquence, le Fonds de dotation pourra recevoir et gérer, en les capitalisant, les biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit et irrévocable, en vue de redistribuer à toute œuvre contribuant à l'objet défini au présent article, identifiée par le Conseil d'Administration en tant que projet éligible.

Il pourra à cette fin prendre en charge les dépenses de toute nature, et ainsi :

- Financer et soutenir tout investissement et toutes actions d'intérêt général, visant à la mise en place des services décrits ci-dessus ;
- Financer la création, le développement et le soutien des projets ayant des objets analogues ou complémentaires.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels présentés ci-contre laissent apparaître au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 un total de 1 654 389 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, un résultat de 37 783 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. L'exercice précédent avait une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hors changements de méthodes impliqués par les nouveaux règlements et présenté en début d'annexe),
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode de vie linéaire en fonction de la durée de vie prévu des biens.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

Changement de méthode comptable et de présentation

Néant

Informations relatives au bilan

- Honoraires du Commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du CAC versés sur l'exercice au titre de la certification des comptes s'élève à 3 943 € TTC

- Contributions volontaires

NATURE ET EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Contributions volontaires		Montant
Mise à disposition de personnel (1)		0
TOTAL		0 €

Autres Informations :

Engagements sur subventions :

Les engagements donnés au 31 décembre 2024 s'élèvent à 401 000 et sont couverts par des fonds dédiés d'un montant de 687 476 €.

Les subventions qui ont fait l'objet d'un accord du Conseil d'Administration, pour lesquels les conventions ont été retournées signées et ayant fait l'objet d'acomptes s'élèvent 765.000 €

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevée à 59 015 €

La rémunération brute du trésorier en 2024 est de 39 681 € plus les charges sociales pour 19 334 € soit un total de 59 015 €.

Se décomposant de la manière suivante :

Indemnité brute 2024 est de 27 048 € plus les charges sociales pour 13 147 €

Régularisation antérieure 2023

Indemnité brute est de 12 633 € plus les charges sociales pour 6 187 €

Cette régularisation intervient à la suite de la décision du conseil d'administration réuni le 9 mars 2023 d'accorder une indemnisation au trésorier correspondant à 1/2 plafond de la Sécurité sociale, décision encadrée par les statuts de la Fondation (article 4.1.7) eux-mêmes révisés et validés à l'unanimité lors de ce même CA.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions brevets licences marques logiciels	56 962	-		56 962
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations incorporelles	56 962	0	0	56 962
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol autrui				
- Installations générales, agencements aménag. const.				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Autres immobilisations Corporelles	5 059	-		5 059
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	5 059	-	-	5 059
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	50	-		50
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	50	-	-	50
ACTIF IMMOBILISE	62 071	-	-	62 071

Notes sur le bilan

Amortissement des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions brevets licences marques logiciels	21 309	15 289		36 597
Immobilisations incorporelles	21 309	15 289	-	36 597
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol autrui				
- Installations générales, agencements aménag. const.				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Autres immobilisations corporelles	316	1 012		1 328
Immobilisations corporelles	316	1 012	-	1 328
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Autres provisions pour risque Pour pensions et obligations Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions pour charge				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur autres immobilisations financières Sur comptes clients Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations				
TOTAL GENERAL				

- **Dettes et créances**

Etat des échéances des créances et des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	50		50
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	6 741	6 741	
Créances reçues par legs ou donations			
Autres	125 034	125 034	
Charges constatées d'avance			
Total	131 825	131 775	50

Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir	
Personnel - produits à recevoir	
Charges sociales - produit à recevoir	
Impôts et taxes - produits à recevoir	
Divers - produits à recevoir	125 000
Disponibilités - produits à recevoir	
Total	125 000

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunt et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	156 137	156 137		
Dettes des legs et donations				
Dettes fiscales et sociales	56 726	56 726		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	149 713	149 713		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	362 576	362 576	-	-
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	20 480
Personnel - congés à payer	13 794
Personnel - autres charges à payer	931
Charges s/provision congés à payer	
Organismes sociaux à payer	
Etat charges a payer	
Autres charges à payer	
Total	35 205

Tableau de variations des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	370 520	196 033			566 553
Fonds propres avec droit de reprise	-	-			-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	-				-
Report à nouveau	-				-
Excédent ou déficit de l'exercice	196 033	- 196 033	37 783		37 783
Situation nette	566 553	-	37 783	-	604 336
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	-				-
Provisions réglementées	-				-
TOTAL	566 553	-	37 783	-	604 336

Tableau de suivi des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières d'autres organismes							
Dons manuels IRCEM	735 976	350 000	398 500			687 476	
TOTAL	735 976	350 000	398 500	0	0	687 476	-